

« Histoire de la LA RUSSIE DE 1914 À 1929

Introduction

Comment interpréter la période de la Révolution d'Octobre et ses suites ?

L'histoire de la Russie (et du monde) au XXe siècle résulte en grande partie des événements de 1917, à savoir le bouleversement créé par Révolution d'Octobre 1917. Avant de débiter la présentation de l'époque qui nous intéresse, il nous a semblé intéressant de passer en revue les principales interprétations historiographiques concernant le pourquoi et le comment de la Révolution de 1917.

Les interprétations historiographies de cette période sont au nombre de trois.

- La plus ancienne interprétation s'est formée dans les années 1920-1930 dans les milieux de l'immigration russe, elle a été reprise par une partie des historiens anglo-saxons. Elle estime que la révolution russe est un accident de l'Histoire dans la mesure où la Russie était depuis la fin du XIXe siècle en train de vivre le passage d'une société monarchique et autoritaire à une société pluraliste et constitutionnelle, par étapes. C'est la guerre de 1914 qui a brisé le développement normal de la vie politique en Russie. Un choc si violent qu'il a provoqué un chaos et donné la possibilité à un groupe de fanatiques de prendre le pouvoir. Après un coup d'Etat, ces derniers ont instauré une nouvelle autocratie sous la forme du parti unique. C'est l'interprétation dite « libérale ».
- La seconde interprétation est marxiste. Elle s'appuie sur l'idée de l'existence d'une logique dans l'Histoire à laquelle on n'échappe pas et qui repose sur le schéma défendu par Karl Marx d'une succession d'étapes dans l'Histoire conduisant du système esclavagiste au système féodal, puis à la bourgeoisie et enfin, à la révolution socialiste. Dans ce schéma, les événements de 1905 sont une répétition générale, à laquelle a succédé une révolution bourgeoise en février 1917, suivie d'une révolution socialiste en octobre. Le prolétariat aurait canalisé les ardeurs pendant que le parti bolchévique aurait lui organisé les masses, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie. Les plus « orthodoxes » constatent toutefois que si la révolution avait bien débuté, elle fut déformée par un « accident historique » : le culte de la personnalité (Staline), et a donc été trahie. Ce fut la position de Léon Trotski.
- La troisième interprétation dite « révisionniste » insiste sur la diversité de ces révolutions, et la variété de leurs mouvements : ouvriers, paysans, soldats, minorités nationales. Elle met l'accent sur les formes d'insurrection spontanées et démocratiques menées par les comités d'usine, de quartiers, de soldats,...et leur absorption par L'Etat-parti dès l'arrivée des bolchéviques au pouvoir.

LA RUSSIE DE 1914 À 1929

I- De la première guerre mondiale à la Révolution de 1917

A - La Russie dans la première guerre mondiale

En 1914, la Serbie était devenue l'allié principal de la Russie dans les Balkans. Après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo (28 juin 1914), l'Autriche-Hongrie menaça l'indépendance de la Serbie, et la Russie entra en jeu. Par le jeu des alliances, l'Allemagne déclara la guerre à la Russie, puis à la France. La Grande-Bretagne entra à son tour dans la guerre aux côtés de ses alliés la France et la Russie.

Dès le début de la guerre, la puissance prêtée à la Russie ne résista pas aux assauts de la Triplice comme en témoigne la terrible défaite de Tannenberg (9 septembre 1914), en Prusse orientale, contre les Allemands (78 000 morts et blessés et 93 000 prisonniers).

- En 1915, le recul continu de l'armée russe figea le front oriental sur près de 1300 km de longueur. Entre l'automne 1916 et février 1917 l'armée était acculée, les pertes étaient lourdes, désertions et actes d'indiscipline se multipliaient, en fait, la plupart des soldats n'avaient plus la foi dans la capacité de Nicolas II et de son entourage, gangrené par les scandales (Grigori Raspoutine) à mener la guerre jusqu'à la victoire.
- En 1917, le bilan des pertes humaines pour la Russie s'élevait à 5 millions de combattants dont plus d'un tiers de tués ! Des chiffres qui en disent long sur le sacrifice de la paysannerie russe et sur l'effort de guerre du régime tsariste.

B - Vers la Révolution de 1917

Mais la guerre contribua aussi à fragiliser davantage encore la situation intérieure. En effet, comme tout pays confronté à un conflit militaire d'importance, l'effort de guerre, destructeur, eut pour conséquence d'augmenter les difficultés pour les civils (peur, rationnement, inflation galopante,...). En Russie, cette situation se greffait sur un corps politique malade depuis au moins une décennie (révolution de 1905) et contribua à accélérer la chute de l'autocratie.

Une vague de grèves éclata à Pétrograd (le nom de Saint-Petersbourg ayant été russifié après l'entrée en guerre de la Russie) dès janvier 1917, mais une nouvelle étape fut franchie le 23 février 1917.

- 23 février 1917 (8 mars du calendrier julien), lors de la 'Journée internationale des femmes », les ouvrières de l'usine Vyborg descendirent pacifiquement dans la rue et provoquèrent une réaction en chaîne. Rejointes par des centaines de milliers d'ouvriers, activistes ou non, tous demandaient en chœur du pain, la fin de la guerre, des pénuries et du chômage;
- 26 février tout bascula lorsque Nicolas II ordonna à l'armée de rétablir l'ordre à tout prix. Mais une partie de la garnison de Petrograd refusa de tirer sur les manifestants et se retourna contre son commandement faisant cause commune avec les grévistes ;
- 27 février, une partie de l'armée et les ouvriers marchèrent vers le Palais d'Hiver, le temps des Romanov était alors compté : le régime tomba le 3 mars 1917. Ainsi, contrairement aux manifestations de 1905 qui n'avaient impliqué que la société civile, en février 1917, l'armée rejoignit les rangs de la contestation;

- 27 février, les ouvriers, soldats, paysans organisés (dans les usines, villes) sous forme de conseils (les « soviets ») représentant leurs intérêts sont regroupés au sein du Soviet de Petrograd qui désormais devient leur organe représentatif.

C - Le gouvernement du prince Lvov et d'Alexandre Kerenski (mars-octobre 1917)

Le nouveau gouvernement libéral qui se forme le 2 mars 1917, sous la présidence du [prince Lvov](#) (gauche démocratique), est soucieux de rétablir l'ordre constitutionnel. Sa légitimité repose sur l'appui de la [Douma](#) (dont il est issu) et du Soviet de Petrograd. Mais, il est surtout divisé entre les uns qui militent pour une monarchie constitutionnelle, pendant que les autres veulent une république à la française. Au sein de ce gouvernement provisoire émerge la figure d'[Alexandre Kerenski \(1881-1970\)](#), le plus « révolutionnaire » si l'on peut dire.

Les premières décisions prises par le gouvernement provisoire vont dans le bon sens et sont plébiscitées par la population :

- Liberté et égalité des citoyens, abolition de la peine de mort, liberté de conscience et convocation d'une Assemblée constituante.
- Défense de l'autonomie des nationalités et pour le droit à l'indépendance de la Pologne !
- Durée de la journée de travail portée à 8 heures par jour dans la capitale.

Toutefois, le gouvernement provisoire ne suit pas les aspirations du peuple lorsqu'il décide de la poursuite de la guerre. S'ensuit une crise avec le Soviet de Petrograd qui lui veut une paix sans annexions, ni indemnités associée à une défense de la révolution comme du territoire de la Russie. Pour apaiser les tensions, un gouvernement de coalition est formé dans lequel entrent les [menchéviks](#) (sociaux-démocrates) et les [SR](#) (socialistes-révolutionnaires, issus du mouvement populiste des années 1880). Alexandre Kerenski, qui est un socialiste-révolutionnaire (SR), prend la tête de ce gouvernement en juillet 1917.

Mais le gouvernement de Kerenski ne tira pas les leçons de la crise précédente et commit des erreurs importantes comme :

- La confirmation du respect des traités internationaux signés par le tsar, ce qui revenait à poursuivre la guerre aux côtés des Alliés. La population pour sa part souhaitait clairement la paix et du pain ! Les désertions se multiplient.
- Aucune réforme agraire n'est proposée « d'en haut » et Kerenski préférant s'en remettre aux décisions à venir de la Constituante. L'attente de la paysannerie fut donc déçue, la contestation grossit.

Ces deux décisions ruinèrent la popularité de Kerenski et le coupèrent du peuple. Elles ouvrirent surtout un boulevard au parti des bolcheviks promoteurs de la révolution totale.

Le parti bolchévique, surpris comme tout le monde par l'explosion populaire de février (Lénine est alors exilé à Zurich) et opposé dès le début à la formation du gouvernement provisoire pouvait désormais se présenter comme le défenseur de la révolution avec les soviets.

II - De la révolution d'Octobre 1917 à la fin de la guerre civile

A- Le retour de Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine : 3 avril 1917

Le retour de [Lénine](#) le 3 avril accéléra le mouvement, il imposa sa vision des choses (« [thèses d'avril](#) »). La stratégie qu'il défendait était celle de l'endiguement. En s'appuyant sur les soviets et les comités populaires autonomes (dont il dira qu'ils sont cent fois plus à gauche que les bolcheviks!), il voulait créer un pouvoir concurrent pour fragiliser le gouvernement de Kerenski, démembrer peu à peu l'Etat et lancer la révolution socialiste. Pour lui, seule une insurrection

armée conduite par le Parti bolchevique et soutenue par la classe ouvrière permettrait la conquête du pouvoir. Mais il fallait d'abord que la Russie sorte de la guerre, ensuite le Parti bolchévique serait institué comme l'avant-garde du prolétariat.

Le **Parti bolchévique** était encore minoritaire à ce moment, mais de nouvelles défaites sur le front, l'augmentation des difficultés de ravitaillement dans les villes, et les multiples révoltes centrifuges qui éclatèrent dans le pays le renforcèrent. Le gouvernement provisoire contrôlait alors de moins en moins la situation et les bolcheviks, restés en dehors du gouvernement, captèrent naturellement le mécontentement, virent leur effectif considérablement augmenter et gagnèrent un poids politique important en quelques semaines. Il fallait maintenant prendre le pouvoir !

B - Février 1917

On se souvient du tableau d'Ilya Répine célébrant la **Révolution de 1905**, populaire, joyeuse et spontanée. La révolution d'Octobre ressemblera davantage à un coup d'Etat préparé par le Parti bolchevique. L'insurrection contre le gouvernement provisoire fut lancée dans la nuit du 25 au 26 décembre 1917, les centres névralgiques de Petrograd furent pris d'assaut, puis ce fut l'assaut du palais d'Hiver où siégeait le gouvernement provisoire, défendu par une poignée de cosaques monarchistes. Une formalité !

- La première conséquence de la « Révolution du 25 octobre » fut la liquidation du « pouvoir bourgeois » en quelques heures à peine. Alexandre Kerenski prit la fuite pour organiser une contre-offensive mais après sa défaite face aux gardes rouges aux alentours de Moscou, il rejoignit la clandestinité puis quitta la Russie pour la France au printemps 1918.
- Une seconde conséquence du coup d'Etat « solitaire » des bolchéviques fut la marginalisation de leurs alliés de gauche (une partie des mencheviks et les SR) conduisant à une confiscation du pouvoir à leur seul profit. L'Etat-parti se mettait progressivement en place.
- Enfin, troisième conséquence, en écartant le soviét de Petrograd du jeu, c'est-à-dire **Léon Trotski**, Lénine devint le leader incontesté de la cause révolutionnaire et du futur état soviétique jusqu'en 1924.

C - De la Révolution à la « juste paix » : le traité de Brest-Litovsk (1918)

Avec la révolution bolchévique, un nouvel épisode s'ouvrait dans la relation entre la Russie et l'Europe. Mais cette fois, les rôles étaient inversés car désormais c'est la Russie qui se présentait comme le nouveau modèle idéologique par rapport auquel les puissances occidentales devaient se penser, quant aux militants révolutionnaires occidentaux, pas de doute : désormais modernité, progrès, conscience morale se trouvaient en Russie !

Cette conviction d'incarner le futur, les bolcheviks la partageaient, stimulés par la dialectique de Lénine. La vocation internationaliste de cette révolution du prolétariat dont le but suprême était de s'étendre aux pays de l'Europe occidentale capitaliste et libérale et d'abord à l'Allemagne, ne faisait aucun doute. On peut donc dire qu'en 1917, comme avant, la Russie regardait toujours vers l'Europe mais ses objectifs n'étaient plus du tout les mêmes.

La paix de Brest-Litovsk (03 mars 1918)

Mais en cette fin d'année 1917, la priorité allait à la conclusion à tout prix d'une paix avec la Triplice. Cette paix était réclamée par l'immense majorité de la population et sans cette paix l'avenir de la révolution en Russie serait compromise et par la même, la révolution mondiale !

C'est pourquoi, dès son installation au pouvoir, Lénine entama des négociations pour quitter le conflit mondial. Après le refus des Alliés d'accéder à sa demande, le gouvernement soviétique ouvrit des pourparlers directement avec les Empires centraux (Allemagne et Autriche-Hongrie). Les dirigeants bolchéviques étaient toutefois partagés sur cette question, les débats s'éternisaient. Finalement, et alors que l'armée allemande continuait de progresser, Lénine réussit

à imposer son point de vue. La paix sera signée provisoirement le 15 décembre 1917, l'accord sera ratifié le 3 mars 1918 : [le traité de Brest-Litovsk](#).

Lors de l'ouverture des discussions à Brest-Litovsk, les bolchéviques se distinguent en refusant de se plier au protocole, en distribuant des tracts aux soldats allemands, ou encore par leur refus de dîner avec leurs homologues occidentaux. Une façon de faire oublier la réalité d'un accord dur qui ressemblait à tout sauf à la « juste paix démocratique » réclamée et qui imposait à l'Etat soviétique :

- Amputation de l'empire de 800 000 km² : la Pologne, la Finlande, La Lituanie, l'Estonie, la Lettonie sont toutes proclamées indépendantes;
- Indépendance de la République populaire d'Ukraine;
- Cession à la Turquie de l'Anatolie orientale, de Kars, Batoumi et Ardahan;
- Indemnité fixée à 6 milliards de marks;
- Renoncement à toute activité propagandiste sur le sol allemand.

Si l'existence de ce traité fut rendue caduque le 11 novembre 1918 par la signature de l'Armistice, il n'en fut pas moins important car il provoqua :

- La démission des derniers SR du gouvernement, laissant les mains libres aux bolchéviques;
- La confirmation, quelques mois plus tard, de l'indépendance des Pays baltes, de la Pologne et de la Finlande à l'issue des traités de paix de Versailles en 1919-1920;
- Le recours au pragmatisme par l'Etat soviétique qui choisit cette fois la négociation plutôt que l'affrontement dans le seul but de pérenniser son pouvoir dans le pays et de protéger son avenir.

Mais la voie de la négociation eut aussi ses limites car les puissances occidentales ne reconnurent aucune légitimité au nouveau régime et alors même que la Grande Guerre venait de s'achever, la France et la Grande-Bretagne appuyèrent les armées loyalistes - armées blanches - opposée à l'armée Rouge durant la terrible guerre civile (1918-1921).

D - La guerre civile 1918-1921 et ses conséquences

Les trois guerres de la révolution d'Octobre (1918-1921)

On ne saurait aujourd'hui limiter la guerre civile qui ravagea la Russie durant presque 4 ans aux seuls affrontements entre les « Blancs » et les « Rouges ». En vérité, le pouvoir bolchévique devra lutter sur trois fronts :

- Le front politique d'abord afin de lutter contre les défenseurs d'une république parlementaire et contre ceux qui veulent revenir à l'ordre ancien avec Nicolas II sur le trône. Ces derniers sont conduits sur le terrain par des officiers de l'armée tsariste, « les « armées blanches ». Ils contrôlent rapidement une partie du territoire, tout le sud de la Russie (Anton Denikine), l'est (Viktor Tchernov), et enfin la Sibérie occidentale (amiral Alexandre Koltchak).
- Le front économique et sociale. Il faut lutter contre de très nombreuses armées paysannes dans les régions de l'Ukraine, de la Sibérie et de la Volga, opposées aux réquisitions et à la conscription. On citera la révolte de 50 000 paysans derrière [Nestor Makhno](#) en Ukraine opposés aux Blancs comme aux Rouges. Les révoltes d'une partie de la paysannerie hostile aux réformes collectivistes dans les régions du Don, et révoltes du Kouban (nord Caucase) où les Cosaques étaient traditionnellement propriétaires de leurs terres.
- Le front des nationalités. Lutter contre les revendications d'indépendance qui prennent forme sur fond de fragmentation de l'ex-Empire russe partir de 1918. On citera notamment :

- l'Ukraine qui se déclare indépendante le 22 janvier 1918;
- Le Caucase qui fait sécession : Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan proclament leur indépendance quelques semaines plus tard;
- La République des Tatars de Crimée proclamée;
- La renaissance sous forme de Républiques bolchéviques des khanats de Khiva et de Boukhara en Asie centrale.

L'intervention extérieure

C'est donc dans un paysage politique bouleversé et un régime soviétique affaibli à l'issue des accords de Brest-Litovsk, que la France, l'Angleterre et les Etats-Unis décidèrent d'intervenir.

La motivation des Alliés était claire : rétablir l'ordre monarchiste, éliminer le bolchévisme et la menace potentielle qu'il représentait pour les équilibres régionaux et les puissances libérales. Il y avait encore la question des dettes colossales du régime tsariste que la Russie soviétique refusait d'honorer, il y eut sans doute aussi l'horreur qu'inspira l'exécution de Nicolas II et de sa famille le 17 juillet 1918 près d'[Ekaterinburg](#).

Mais les Occidentaux savaient aussi que s'il est déjà trop tard pour renverser ce régime, par contre il était possible d'éviter que son idéologie ne se répande en Europe et mette à bas les pouvoirs en place. L'occupation de [Bakou](#) par les Britanniques (printemps 1918), ou l'arrivée de troupes françaises à [Odessa](#) en décembre 1918 pour soutenir le [général Denikine](#) n'avaient pas d'autres buts que de contenir l'expansion de la « peste rouge » et de la « sauvagerie ».

La guerre des mots était bien de retour, ainsi pour [Georges Clémenceau](#), le gouvernement des soviets, était « *le plus barbare qui ait jamais dévasté aucun territoire du monde connu* ». Lénine répondait sur le même registre épidémique en déclarant que « *le bacille du bolchévisme percera cette muraille et contaminera les ouvriers de tous les pays* » !

Mais en attendant de percer les murs, du côté soviétique, on développa un concept appelé à durer, celui de la « citadelle assiégée » menacée par une Europe capitaliste qui veut détruire l'espérance sociale promise par les bolcheviks...

Finalement des trois guerres que mena le régime soviétique entre 1917 et 1921, deux seront gagnés, celles contre les Blancs et contre les nationalités. La troisième, celle contre la paysannerie, se gagnera par d'autres moyens un peu plus tard. Mais la guerre civile eut pour conséquence immédiate de militariser définitivement le régime soviétique.

E - Le communisme de guerre (1917-1921)

Durant toute la guerre civile afin de faire face à la puissance des Blancs et de leurs alliés, le pouvoir bolchevique décréta un ensemble de mesures d'exception, très dures, conduisant à un contrôle étatique total sur l'économie et la société que l'on désignera plus tard comme le « communisme guerre ».

Le contrôle de l'économie

On constate qu'entre décembre 1917 et novembre 1918, à la suite de la nationalisation des entreprises et de la proclamation du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, c'est toute l'économie qui passa dans les mains du pouvoir central. Parallèlement, le paiement des services fut aboli : eau, électricité, poste, transports, logement tout était désormais fourni gratuitement par l'Etat. Cependant, ces innovations ne touchèrent que les populations installées dans les villes, le monde rural en était exclu. C'est pourtant bien la paysannerie qui nourrissait les citadins, mais sans s'impliquer suffisamment dans la révolution dicit le pouvoir. L'Etat soviétique décida donc d'agir en lançant une politique de réquisition forcée du blé dans les campagnes via des détachements formés d'ouvriers et de militants bolchéviques. En 1919-1920, la réquisition provoqua des révoltes paysannes prenant bientôt la forme de véritables jacqueries toutes réprimées violemment.

A cette répression s'ajouta une grave famine qui entre 1921-1922 frappa les provinces de la Volga et à l'issue de laquelle 5 millions de personnes périrent.

Le contrôle politique

Le « communisme de guerre » ce fut aussi une nouvelle politique brutale de contrôle des individus qui passa par :

- Durcissement de la censure et de la lutte contre les opposants avec le soutien de la **Tchéka** (le premier KGB), fondée en décembre 1917 et dirigée par **Félix Dzerjinski**. Ses effectifs passèrent de 1000 hommes en avril 1918 à 143 000 hommes en février 1921 !
- Elimination des partis non bolchéviques décapités les uns après les autres.
- Instauration des camps de travail et arrestations préventives contre les « ennemis de classe ».
- Développement d'une propagande très efficace allant de cours d'alphabétisation politique à l'utilisation du cinéma, de trains de propagande qui sillonnèrent le pays, d'éditions délivrées, d'affiches et de tracts, avec la participation de l'Avant-garde artistique. Et l'assurance pour ceux qui rejoignent le mouvement de promotions au sein de l'appareil d'Etat.

Ce fut aussi la création de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans le 15 janvier 1918, dirigée par **Léon Trotski**. Forte de 800 000 hommes en 1918 grâce au rétablissement du service militaire obligatoire, elle pouvait compter sur 5,5 millions d'hommes en 1921 ! C'était une armée classique et pour la diriger avec efficacité le pouvoir fit appel à des cadres de l'armée tsariste rallié par patriotisme au régime (environ 50 000).

La révolte de Kronstadt (février-mars 1921)

Parmi les réactions les plus impressionnantes à la dérive autoritaire du gouvernement soviétique il faut citer la révolte de **Kronstadt**, une base navale située au large de Petrograd. Le 28 février 1921, une révolte de marins et d'ouvriers y éclata. Cette révolte n'était pas anecdotique car elle émanait de militaires considérés comme parmi les plus radicaux du Parti bolchévique, présents dès octobre 1917 aux côtés de la révolution. Mais cette fois, ils étaient en désaccord avec le pouvoir et réclamaient : liberté de parole et de presse, élections libres, suppression des réquisitions, rétablissement du marché libre. Pour le gouvernement, il s'agissait d'une « conspiration contre-révolutionnaire » qui méritait une réaction ferme et exemplaire. Ce furent les troupes d'élite de la Tchéka qui furent chargées de liquider l'insurrection le 18 mars 1921!

III - Les années de la Nouvelle Economie Politique (NEP) (1921-1929)

« Le développement de la révolution internationale annoncé par nous se poursuit. Mais ce progrès n'est pas aussi direct que nous l'espérons ». Vladimir Illich Lénine.

A - La NEP ou l'avènement d'une semi-économie de marché

Au moment où les marins de Kronstadt sont réduits au silence s'ouvre le Xe congrès du parti à Moscou qui mettra fin au « communisme de guerre » dont l'expérimentation avait tourné au désastre. En 1921, l'industrie s'était presque totalement effondrée, la famine accablait le pays.

Une nouvelle étape commença alors, désignée par Lénine comme « *une pause pour respirer* » il s'agissait en fait d'une marche arrière. Elle était nécessaire si l'on voulait continuer à défendre la « forteresse assiégée » alors que la désaffection du monde ouvrier et la révolte du monde rural étaient à l'ordre du jour.

Lénine expliqua ce revirement par le fait que l'adaptation de la psychologie paysanne au projet socialiste prendrait des générations. Il fallait donc opter pour une politique des « petits pas » afin de sceller durablement l'alliance entre ouvriers et paysans !

Cette nouvelle direction donnée au projet révolutionnaire sera la NEP ou « Nouvelle Politique économique », un retour partiel au marché et à la flexibilité. Concrètement, il est décidé :

- D'abolir les réquisitions et de faire payer un impôt en nature aux paysans;
- De légaliser la liberté du commerce extérieur;
- De l'octroi de concessions aux entrepreneurs privés et de la dénationalisation des entreprises employant moins de 21 personnes;
- L'industrie lourde, la banque et le commerce extérieur restent sous l'autorité de L'Etat.

Du point de vue politique par contre, il n'y aura pas de retour en arrière. Au contraire, ce fut plutôt une reprise en main du Parti à laquelle on assista. D'abord une nouvelle purge - la première eut lieu en 1919 - qui conduisit à l'exclusion d'un quart des communistes (pour cause de carriérisme ou de passivité politique), puis on assista au renforcement des pouvoirs d'organismes internes et en particulier, du Secrétariat du Comité Central attribué à Joseph Staline, un poste stratégique déterminant pour son ascension politique.

Mais la NEP divisait et tout au long des années 1920 la question de son application fut l'objet de controverses au sein du Parti. Deux lignes s'affrontaient, celle défendue par Léon Trotski qui mettait l'accent sur la nécessité du développement industriel dont le financement devait se faire par le biais d'un système fiscal pénalisant la paysannerie surtout aisée (les koulaks). L'autre ligne était défendue par Nicolas Boukharine (1888-1938) pour lequel il fallait au contraire satisfaire en priorité les besoins de la paysannerie, l'encourager à produire davantage. Dans ses débats, Joseph Staline, nouvel homme fort en raison de l'effacement politique de Lénine, ne prit jamais clairement position, agissant en fonction d'une stratégie essentiellement politique tout en se présentant comme un médiateur.

***L'effacement politique de Lénine** : le 10 mars 1923, Lénine est victime d'une troisième attaque cérébrale et renonce à toute activité politique. Il rédige alors des textes importants sur l'évolution du parti et sur ses cadres. Il porte un jugement sur Trotski qu'il critique pour son « excessive assurance et son engouement pour l'aspect purement administratif des choses ». Il est plus négatif avec Staline qu'il juge « trop brutal », et dangereux du fait de son pouvoir « illimité » et propose même d'étudier un moyen de le démettre de son poste de premier secrétaire. Après la mort de Lénine (21 janvier 1924), Staline capte l'héritage de Lénine et se donne le rôle de traducteur libre de sa pensée. Les dernières notes de Lénine (« Le Testament de Lénine ») seront publiées en URSS*

B - Bilan de la N.E.P. et sa fin (1929)

La NEP dans l'industrie

Si l'on se réfère aux chiffres de production, on peut dire qu'en 1927, le niveau de production de 1913 a été retrouvé sans pour autant que la politique industrielle soit cohérente.

La NEP dans l'agriculture

Là encore, la production agricole en 1927 a retrouvé le niveau de celle de 1913. Mais le pays ne pouvait plus exporter les grandes quantités de céréales comme avant la révolution, à vrai dire chaque année le ravitaillement des villes était menacé. Les paysans hésitaient à vendre leur production à l'Etat du fait de prix très faibles. Les paysans choisissaient donc de consommer

pour eux-mêmes, et surtout de ne jamais montrer à l'Etat un début d'aisance afin d'éviter d'être stigmatisé comme « koulak » (paysan enrichi) et d'en subir les conséquences.

La fin de la NEP (1927-1929)

L'abandon en 1929 de la NEP fut une des conséquences de la puissance des staliniens au sein du Parti. Pour eux, il était tout simplement inadmissible d'accepter un développement économique et social qui leur échappa. Le prologue à la disparition de la NEP se joua d'abord sur fond de divergence entre les staliniens hostiles aux « capitalistes ruraux » (koulaks) et le groupe conduit par Nicolas Boukharine hostile à une industrialisation incontrôlée.

Joseph Staline et Nicolas Boukharine

La stratégie de Staline s'appuyait sur le constat que les paysans ne livraient pas assez de céréales aux organismes de collecte de l'Etat, la raison principale, selon lui, était qu'ils en dissimulaient une partie, ils agissaient en « contre-révolutionnaires »!

Le groupe stalilien décida donc de revenir aux réquisitions du communisme de guerre à l'encontre de la paysannerie. Ensuite, Staline dénonça l'impasse dans laquelle se trouvait la NEP et la nécessité de passer désormais à l'industrialisation soutenue du pays en brandissant la menace de l'« encerclement capitaliste », en exploitant notamment l'antisoviétisme de la France et de l'Angleterre. Il ajoutait que l'effort pour financer cette industrialisation serait fait par la paysannerie qu'il allait mettre au pas.

L'opposant le plus actif à Staline fut [Nicolas Boukharine](#), un intellectuel considéré par Lénine, proche un temps de Staline et promoteur de la NEP. Avec ses partisans, il privilégiait une approche plus modérée donnant aux paysans l'opportunité de s'enrichir et de consommer, et défendait une industrialisation qui tiendrait compte des possibilités réelles d'investissements du pays sans pénaliser la paysannerie. Avec une prise de position si clairement opposée à celle de Staline, Nicolas Boukharine - et son slogan « *Enrichissez-vous !* » - devint vite un adversaire privilégié, mais qui n'était pas de taille pour l'emporter...

En 1929, accusé de « déviationnisme de droite » et d'être un danger pour la révolution, il est démis de toutes ses fonctions et exclu du Politburo. Après un retour en grâce en 1934, il sera l'un des principaux protagonistes des « grands procès spectacles » de Moscou de 1937 et sera exécuté l'année suivante lors de la « [Grande terreur](#) ».

Ses adversaires désormais muselés et alors que le pays s'enfonçait chaque jour un peu plus dans une grave crise économique, Staline put fermer la parenthèse de la NEP.

La disparition de la NEP en 1929 fut scellée avec le « [Grand Tournant](#) », terme faisant référence à un article de Staline paru dans la Pravda le 7 novembre 1929. Dans ce texte, il faisait le constat d'une paysannerie qui était désormais entrée dans le rang, qui était « tournée vers le kolkhoze ». C'est sur la base d'un tel mensonge que le Comité central adopta un plan de collectivisation forcée et totale. C'est aussi à partir de cette date que fut créée la société soviétique telle que dans ses grandes lignes on la connaîtra jusque dans les années 1980.

L'URSS et le monde de 1917 à 1929

I - Le « Komintern », première Internationale communiste

Parmi les outils destinés à propager l'idéologie soviétique en Europe, selon le souhait de Lénine, le Komintern (« Internationale communiste ») fut le plus ambitieux. Née le 02 mars 1919, cette nouvelle Internationale désormais communiste à des objectifs très clairs : conquérir le pouvoir par tous les moyens, imposer la dictature du prolétariat, socialiser les économies, centraliser, planifier.

Dès le début, Lénine accorde des moyens financiers importants au Komintern et lui attribue un personnel de « révolutionnaires professionnels » auxquels s'ajoutent des communistes étrangers et quelques mercenaires pour les basses-œuvres. Moscou à défaut de devenir la [Troisième Rome](#) est devenu - aux dires de Trotski - la Troisième Internationale.

Le Komintern se raffine et à partir de 1920, 21 règles précises et intransigeantes à suivre sont édictées. Par exemple, tous ses représentants doivent être unis comme un seul homme, les factions sont interdites, tout compromis avec les partis réformistes et toute participation à un gouvernement « bourgeois » sont interdits. Cette exigence d'un engagement total sans état d'âme sera à l'origine de la scission de la [SFIO](#) lors du congrès de Tours en 1920 : les partisans de l'adhésion au Komintern s'opposant à ceux hostiles au centralisme bolchevique. Désormais, il y aura le [PCF \(Parti communiste français\)](#) et la [SFIO \(Section Française de l'Internationale Ouvrière\)](#).

II - La sauvegarde du régime à tout prix

Après la Révolution, si l'espérance révolutionnaire était très vive, elle était néanmoins inquiétée par la fragilité du régime, et ce fut donc la survie de ce dernier qui fut la priorité.

A la fin de l'année 1921, le pouvoir bolchévique est victorieux des armées blanches. Cette victoire est liée à l'efficacité de l'Armée rouge mais aussi à l'incapacité des Blancs de proposer un programme politique et social qui leur permettrait de se rattacher les masses, et en particulier les paysans.

Mais cette victoire a aussi contraint les armées étrangères à abandonner le terrain puis à lever le blocus économique contre la Russie afin de renouer, à terme, avec des échanges économiques. Pour autant, ce sont encore les Occidentaux qui dictent leur loi à la Russie soviétique en validant une grande partie des accords de [Brest-Litovsk](#) concernant les Pays baltes, la Pologne, la Bessarabie,... à l'issue des traités de [Versailles et de Paris \(1919 & 1920\)](#).

Du côté de ses espérances révolutionnaires, le pouvoir bolchévique dut aussi déchanter. Car en février 1919, en Allemagne, la révolution spartakiste conduite par [Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg](#) (assassinés tous les deux) fut écrasée par la nouvelle [République de Weimar](#), appuyée par les Corps francs (Freikorps). Echec, également en 1919, de la République des conseils de [Béla Kun](#) en Hongrie, la dynamique révolutionnaire marxiste semble bel et bien au point mort. Dans un autre registre, la vague conservatrice incarnée par le « Bloc national » de [Georges Clemenceau](#) qui submerge la France lors des législatives de 1919, fut un indicateur de plus des limites de la fascination que pouvait

exercer l'Etat soviétique en dehors de certains cercles d'intellectuels et des militants communistes.

Face à ces déconvenues, l'image de la « citadelle assiégée » reprend du service à Moscou (redevue capitale en 1918) alors que l'activisme anti-soviétique des émigrés russes règne à Londres et surtout à Paris, la « Grande Babylone » anti-soviétique.

III - Retrouver sa place en Europe

Pourtant, Lénine prit la décision de ne pas renoncer aux relations diplomatiques « normales » avec l'Occident. Cela était nécessaire pour donner le temps au gouvernement soviétique de se renforcer et ainsi donner toutes ses chances à la révolution mondiale de s'imposer.

Cette approche fut illustrée par l'évolution du personnel diplomatique du *Narkomindel* (Ministère des Affaires Extérieures Soviétique) composé de plus en plus de diplomates « respectables » jouant jeu égal avec leurs homologues étrangers tant au niveau de leur culture que de leurs usages. Désormais, on recruta moins des révolutionnaires professionnels - trop rigides - que des intellectuels polyglottes et diplômés issus des classes aisées de l'ancien régime et gagnés à la révolution, un peu comme les officiers pour l'Armée rouge. Beaucoup parmi eux connaissaient les usages des pays occidentaux pour y avoir vécu...

Parmi ce personnel, on retiendra deux ténors :

- **Georgi Tchitcherine** (1872), né dans une famille de grands diplomates qui ont servi la Russie impériale, lui servira la cause révolutionnaire et le parti bolchévique. Raffiné, esthète, aux goûts artistiques peu révolutionnaires, il sera chargé par Lénine de la réorganisation de la diplomatie soviétique lui aussi sera un des partisans d'un pragmatisme attaché au retour à des « relations normales » avec les puissances occidentales;
- **Christian Rakovski**, petite noblesse roumaine, activiste marxiste et révolutionnaire prolifique de Paris à Bucarest, il rejoint la révolution d'Octobre et Lénine avant d'occuper de hautes responsabilités en Ukraine et de devenir l'un des phares de l'International communiste. Lui aussi se sent dans les milieux feutrés des chancelleries européennes comme un poisson dans l'eau !

IV - La Coexistence pacifique

Dès 1920, la Russie soviétique, c'est indéniable, comptait déjà sur la scène des relations internationales et les échanges commerciaux se multipliaient :

- Mai 1920, accord avec des firmes suédoises qui acceptent de livrer du matériel agricole, télégraphique et téléphonique;
- Concessions attribuées sur le sol soviétique à des compagnies étrangères et garanties par le gouvernement soviétique contre toute nationalisation. Ainsi des concessions sont accordées à une firme américaine pour exploiter le pétrole de Sakhaline;
- Promotion de l'Etat soviétique par des déclarations rassurantes démontrant l'« européanité » du nouveau régime et soulignant que les différences qui existent avec les régimes d'occident ne sont pas si importantes que cela !

Toutefois, le rapprochement avec l'Europe de l'ouest s'avéra plus ou moins facile selon les pays.

- Avec la France ce fut laborieux et ce pour deux raisons principales : la question des dettes contractées par le régime tsariste que la Russie soviétique ne veut pas honorer, et la question de la propagande révolutionnaire en Europe et donc en France. La France ne reconnaîtra finalement l'Etat soviétique qu'en 1924 (année de l'adoption de la Constitution de l'URSS).
- Le rapprochement avec l'Angleterre fut plus rapide et en 1921 un accord commercial et de non-agression, prélude au souhait d'un rapprochement politique.

- Les relations avec l'Allemagne de Weimar furent elles aussi normalisées sur la base d'accords commerciaux et de dispositions conduisant Berlin à renoncer à la lutte anti-bolchévique officiellement. L'année suivante en 1922, le [traité de Rapallo](#) était signé avec Berlin. Ce traité validait la renonciation mutuelle à toute réclamation financière suite à la guerre et à la révolution, il rétablissait des relations diplomatiques et économiques et amorçait une collaboration qui permettra concrètement à l'Allemagne d'installer et de produire des armements secrètement en Russie jusqu'en 1933, en violation du traité de Versailles. Pour les bolchéviques, ce traité de Rapallo fut une belle brèche dans le camp occidental.

Pas de doute, la politique de « coexistence pacifique » fut au départ un succès qui permit la reconnaissance de l'Etat soviétique par la plupart des pays européens.

On n'échappe pas à la crise, ni à la psychose

Toutefois, les accords diplomatiques ne protègent pas toujours contre les crises politiques. Ainsi entre 1926-1927, les tensions entre l'Angleterre et la Russie se multiplièrent, Londres dénonçant une aide financière attribuée par le Komintern aux mouvements de grève qui paralysaient alors le secteur minier britannique. La rupture des relations diplomatiques entre les deux pays fut alors prononcée pour quelques années, sapant les efforts passés de la diplomatie soviétique et relançant un antisoviétisme virulent du côté anglais.

Les Soviétiques, pour leur part, tirèrent profit de cette hostilité, surtout les staliniens alors en pleine conquête du pouvoir, en faisant grossir l'idée d'une guerre « inévitable », résultant d'une hostilité consubstantielle des Etats « impérialistes » à la réalisation du projet internationaliste. Le temps était donc venu de renforcer la puissance de l'URSS en accélérant l'industrialisation et la collectivisation, de passer, en 1929, au « Grand Tournant » voulu par Staline.

A suivre, l'Histoire de la Russie de 1929 à 1956....